

A51 : LES BÉTONNEURS REVIENNENT À LA CHARGE, ILS NE PASSERONT PAS !

Depuis une semaine, tout le monde en parle : André Vallini, président socialiste du conseil général de l'Isère remet l'autoroute A51 au goût du jour. La A51, c'est cette autoroute qui devait relier Grenoble à Marseille, et dont le tronçon entre le Col du Fau (aux portes du Trièves) et la Saulce (près de Sisteron), *via* Gap, n'a jamais été construit. Le Trièves, le Dévoluy et la vallée de la Durance ont jusqu'ici été épargnés. Grâce à l'opposition acharnée des habitants et militants écologistes, diront les plus optimistes. Plus vraisemblablement, à cause du coût exorbitant des travaux, tunnels et viaducs que nécessite un projet aussi monstrueux que la traversée des Alpes par une 2x2 voies.

Depuis 2007, le projet était donc au point mort. Seule une poignée de lobbystes, industriels ou politiciens de droite¹, continuait sans relâche de demander la construction du chaînon manquant. Et voilà que la crise économique vient apporter de l'eau à leur moulin. C'est qu'en période de chômage et de récession, tout est bon – surtout le pire – pour « *relancer la croissance* ». Le chantage à l'emploi devient la meilleure arme des grands patrons du BTP pour justifier l'injustifiable.

Mardi 16 octobre 2012, le *Daubé* publie un article intitulé : « *A 51 : "enfin une bonne nouvelle"* ». En fait d'article, il s'agit de la reproduction intégrale d'un communiqué des organisations patronales de l'Isère : Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des métiers et de l'artisanat, Fédération du BTP, MEDEF, Confédération des petites et moyennes entreprises, Union des Industries métallurgiques, électriques et connexes, de l'Isère (UDIMEC) ... D'une seule voix, les industriels, principaux promoteurs de l'A51, clament leur "soutien sans réserve" à Vallini. On sait qu'en vérité, c'est bien Vallini, l'élu, qui soutient les bétonneurs, et non l'inverse.

Voici leurs arguments :

1. La construction du chaînon manquant serait indispensable pour que la région "redevienne un *passage naturel*", en évitant le détour par Valence. Quand il y aura besoin de viaducs et de tunnels pour les passages naturels, nous vous ferons signes, messieurs du BTP.
2. Dans un contexte de crise, l'autoroute "créerait des emplois", et viendrait soutenir la filière des Travaux Publics, "qui manque cruellement de commandes". Des emplois précaires, sous payés, et dangereux : non merci, nos vies valent plus que ces emplois ! Et si les patrons du bétons manquent de travail, ils n'ont qu'à se reconverter dans l'agriculture raisonnée, ou dans la dépollution des territoires qu'ils ont déjà saccagés.
3. Pour éviter un tollé général en période d'austérité, les bétonneurs rassurent : l'autoroute ne coûtera pas un euro d'argent public. On parie?
4. L'autoroute est "conforme au Grenelle de l'environnement qui *affirme* (tenez-vous bien) que tout ouvrage commencé doit être terminé". Il y a des ouvrages commencés en 1789 qui mériteraient aussi d'être terminés ...
5. L'autoroute mettrait fin à une injustice majeure : l'enclavement. Plutôt que de construire une route, allons jusqu'au bout : rasons carrément le massif du Dévoluy, et effaçons les Alpes. Elles nous emmerdent à la fin, ces montagnes !

¹ C'est le cas notamment de l'ex-UMP et sénateur des Hautes-Alpes Pierre Bernard-Reymond, longtemps président du comité stratégique pour la A51.

6. L'autoroute "*offrirait* de significatives possibilités de croissances". Mais partout où de telles infrastructures de transport (route, rail ou air) ont été construites, les habitants se sont vite rendu compte que si richesse il y avait, elle ne s'arrêterait pas devant leur porte. Les nuisances en revanche, elles, restent.

7. Le meilleur pour la fin : l'autoroute sauvera aussi des vies car les routes nationales actuelles sont dangereuses ! Ouf, Area est là, nous sommes sauvés! Les industriels oublient juste de rappeler que construire une autoroute, c'est encourager la circulation des voitures et camions, et donc la pollution de l'air et les problèmes de santé qui vont avec. Merci qui ?

Après avoir attendu quelques années pour endormir la contestation, les rois du béton reviennent à la charge. Avec un peu de culot, ils tenteront même de faire passer le projet pour un projet écologique. Gageons qu'ils obtiendront le soutien de nombreux élus, socialistes en tête, trop contents de donner l'apparence qu'ils pourront sauver le pays de la faillite économique. Et tant pis pour le saccage des territoires, des vies, et de la démocratie sur laquelle ils sont assis.

Notre avenir est dans la sauvegarde de la terre, pas dans le béton armé. Il faut leur répondre tout de suite et de manière catégorique : ils ne passeront pas.

Libeludd, libertaires et luddites à Grenoble,
libeludd@laposte.net
17 Octobre 2012

